



LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

**ACCORD-CADRE RELATIF A LA REALISATION DE PRESTATIONS
D'ARCHIVAGE AU PROFIT DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS EN RÉGION NORMANDIE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

Le présent document est commun à tous les lots.

<u>Référence de la consultation</u>	2018-PFRA-NORMANDIE-ARCHIVAGE
<u>Procédure de passation</u>	Appel d'offres ouvert en application des articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
<u>Code C.P.V. principal</u>	79995100-6 – SERVICES D'ARCHIVAGE

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1 : Préambule.....	4
1-2 : Langue.....	4
1-3 : Définitions, Intervenants, Obligations générales.....	4
ARTICLE 2 : FORME – PROCÉDURE DE PASSATION - ALLOTISSEMENT.....	6
ARTICLE 3 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	8
ARTICLE 4 : PIÈCES CONTRACTUELLES DE LA CONSULTATION.....	8
ARTICLE 5 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	9
ARTICLE 6 : MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	9
ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC – CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	9
7.1 : Modification de la convention constitutive d'un groupement de commandes.....	9
7.2 : Prise en compte d'offres spécifiques proposées par le titulaire.....	10
7.3 : Mise en œuvre des modifications.....	10
ARTICLE 8 : CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	10
8-1 : Co-traitance.....	10
8-2 : Sous-traitance.....	10
8-3 : Régime des paiements des sous-traitants directs.....	11
ARTICLE 9 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
9.1 : Cadrage et devis.....	11
9.2 : Acceptation du devis et des prix nouveaux.....	12
9.3 : Modalités de commande.....	12
9.4 : Délai d'exécution.....	13
9.5 : Remise des livrables.....	13
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ ET DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	13
ARTICLE 11 : TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DONNÉES.....	14
ARTICLE 12 : CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 13 : ASSURANCE.....	15
ARTICLE 14 : MESURES LIÉES À L'EXÉCUTION DE CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES POUR LES LOTS 1 à 12 (uniquement).....	15
14-1 : Réalisation d'une action de formation en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire pour tous les lots géographiques.....	15
14.2 : Exécution de l'action sociale de formation en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire pendant la durée du marché et à l'issue du parcours.....	16
14.3 Contrôle et évaluation de l'action sociale de formation.....	17
14-4 : Clause environnementale.....	17
ARTICLE 15 : MESURES DE SÉCURITÉ.....	17
15-1 : Règles d'accès, de sécurité et restrictions de circulation.....	17
15-2 : Contrôle nominatif.....	18
15-3 : Contrôle des accès.....	18
15-4 : Moyens et documentations mis à la disposition du titulaire.....	18
15-5 : Moyens humains et techniques du titulaire.....	19
15-6 : PLAN DE PRÉVENTION.....	19
ARTICLE 16 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	20
16-1 : Obligation de conseil - Assistance.....	20
16-2 : Obligation d'information.....	20
16-3 : Responsabilités du titulaire.....	20
ARTICLE 17 : PÉNALITÉS – Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S.....	21
17.1 : Pénalités pour retard d'intervention.....	21
17.2 : Pénalités pour défaut de qualification des intervenants.....	21

17-3 : Pénalité pour non remise des documents et livrables.....	22
17-4 : Pénalité pour non-respect des conditions particulières d'exécutions.....	22
17-5 : Pénalité pour non-respect des conditions particulières liées à sécurisation des archives.....	22
17-6 : Pénalités pour le non-respect de la clause d'insertion.....	22
17-7 : Pénalités pour non respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 et L8224-2 à L8224-5 du code du travail.....	23
ARTICLE 18 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	23
ARTICLE 19 : NATURE ET FORME DES PRIX – VARIATION DES PRIX.....	23
19-1 : Révision du prix pour les lots 1 à 12.....	23
19-2 : Révision du prix pour le lot 13.....	24
19-3 : Règles d'arrondis.....	25
19-4 : Contenu des prix.....	25
19-5 : Révision des prix.....	25
19-6 : Notification des prix révisés.....	25
19-7 : Clause de sauvegarde.....	26
ARTICLE 20 : MODALITÉS DE PAIEMENT.....	26
20-1 : Modalités de règlement.....	26
20-2 : Paiement par carte d'achat.....	26
20-3 : Acceptation de la facturation dématérialisée.....	27
20-4 : Délai global de paiement.....	28
20-5 : Intérêts moratoires.....	28
20-6 : Taux de la TVA.....	29
20-7 : Monnaie.....	29
ARTICLE 21 : GARANTIES.....	29
ARTICLE 22 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES AVANCES ET ACOMPTES.....	29
ARTICLE 23 : PIÈCES ET ATTESTATIONS À PRODUIRE PAR LE TITULAIRE.....	30
23-1 : Assurances et responsabilité.....	30
23-2 : Travail dissimulé.....	30
23-3 : Autres obligations administratives.....	31
ARTICLE 24 : RÈGLEMENT AMIABLE – DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	31
24-1 : Règlement amiable des litiges en cours d'exécution.....	31
24-2 : Différends et litiges.....	31
ARTICLE 25 : RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	32
25-1 : Résiliation de l'accord-cadre.....	32
25-2 : Résiliation partielle de l'accord-cadre.....	32
25-3 : Juridiction compétente en cas de contentieux.....	33
ARTICLE 26 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	33

La table des matières est complétée des annexes suivantes :

ANNEXE 1	Conditions d'accès dans les services de police, gendarmerie, administration pénitentiaire.
ANNEXE 2 A	Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi
ANNEXE 2 B	Fiche entreprise : Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire
ANNEXE 3	Modèle de convention constitutive d'un groupement de commandes
ANNEXE 4	Cartographie des services

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1 : Préambule

La Préfète de la région Normandie représente le pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des services de l'État en région comme le prévoit le décret n°229-300 du 17 mars 2009.

La Préfète de la région Normandie conduit de manière coordonnée un marché interministériel régional de **prestations d'archivage** pour le compte de l'ensemble des services déconcentrés de l'État et des établissements publics désirant y adhérer en région Normandie.

Le périmètre du marché concerne l'ensemble des services et les établissements publics de l'État de la région Normandie désirant y adhérer.

Les services déconcentrés de l'État et les établissements publics en région Normandie sont désignés comme « services bénéficiaires » du marché.

Afin d'intégrer les établissements publics au présent accord-cadre et en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, un groupement de commandes est constitué avec les établissements publics suivants :

- Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).
- Établissement public foncier de Normandie (EPF).
- Grand port maritime de Rouen
- Université de Rouen
- Université de Caen-Normandie
- Agence régionale de santé (ARS)

Le représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.) est chargé de coordonner les besoins dans le cadre d'une convention de groupement.

Chaque entité adhérente au groupement de commande conserve son autonomie en ce qui concerne la gestion de la commande, de son budget ainsi que des modalités de règlement de ses dépenses.

1-2 : Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le prestataire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français réalisée par un traducteur certifié.

L'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

Si le soumissionnaire présente son offre sous la forme d'un DUME ce dernier doit être rédigé en français.

1-3 : Définitions, Intervenants, Obligations générales

L'accord-cadre, a pour objet de fixer toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande au cours d'une période donnée.

Chacun des lots du présent accord-cadre est mono attributaire. Chaque lot est conclu avec un unique titulaire qui peut être un opérateur économique présenté seul ou sous forme d'un

groupement.

L'accord-cadre a pour caractéristique essentielle de séparer la procédure proprement dite de choix du titulaire de l'attribution des commandes.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable selon les limites et modalités prévues par l'accord-cadre concernant les interventions correctives.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la préfète de Normandie, désignée par « R.P.A. », qui est habilitée à signer l'accord-cadre. D'une manière générale, le R.P.A. représente l'Administration. Il agit au nom et pour le compte des services de l'État en région Normandie ainsi que pour ses établissements publics implantés sur le territoire normand.

À ce titre, la Préfète :

- coordonne les besoins pour le compte des membres du groupement de commandes (services bénéficiaires et établissements publics) ;
- choisi l'attributaire de l'accord-cadre ;
- signe et notifie l'accord-cadre ;
- s'assure de la bonne exécution de l'accord-cadre.

La **Plate-Forme Régionale des Achats (P.F.R.A.)** est le service qui, par délégation, coordonne les besoins pour le compte du groupement.

Elle est chargée de la mise en œuvre de la procédure d'achat et donc habilitée à recevoir les documents devant être adressés au pouvoir adjudicateur, et à fournir toute information administrative et technique utile à la mise en place de l'accord-cadre.

Service chargé du suivi de la procédure et de l'exécution du présent accord-cadre

Secrétariat général pour les affaires régionales de Normandie (S.G.A.R.)

Plate-forme régionale des achats de Normandie (P.F.R.A.)

Bureau A013 – Rez-de-chaussée

7, place de la madeleine – CS 16036

76 036 Rouen Cedex

Mail : pfra@normandie.gouv.fr

Les **services bénéficiaires** sont les services de l'État et opérateurs de l'État concernés par le présent accord-cadre. Ils procéderont à la signature et la notification des bons de commande qui les concernent, à vérification du service fait et au paiement des factures sur leurs crédits propres.

Le **comptable assignataire** des paiements sera indiqué sur chacun des bons de commandes des services bénéficiaires.

Le **gestionnaire de site** est le contact du prestataire pour les visites et interventions sur le site.

Le **titulaire d'un lot de l'accord-cadre** est l'opérateur économique ou groupement d'opérateurs qui conclut l'accord-cadre avec la Préfète de la région Normandie. Il est chargé de l'exécution des prestations du marché public dont il est titulaire. Il est également dénommé le « prestataire ». Le R.P.A. se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché. Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Le **représentant du titulaire** soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.), la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Les **Archives départementales** en région Normandie assurent, dans leur ressort respectif, le contrôle scientifique et technique auprès des services bénéficiaires, dans les conditions déterminées par le code du patrimoine (articles R.212-1 à R. 212-4) et la circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'État.

Les rôles de chacune des parties sont décrits à l'article 2 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 : FORME – PROCÉDURE DE PASSATION - ALLOTISSEMENT

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par émissions de bons de commandes conformément aux dispositions de l'article 80 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016.

L'accord-cadre est mono-attributaire par lot et est conclu sans montant minimum ni maximum conformément aux dispositions de l'article 78 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics à l'issue d'une consultation par appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 66, 67 et 68 du même décret.

Il est passé par la Préfète de la région Normandie pour le compte des services déconcentrés de l'État et les membres du groupement composé d'Établissements publics.

Le marché ne comporte pas de variante au sens de l'article 58 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

À titre indicatif et non contractuel, le volume estimatif (chiffage comptabilisé année 2018) en mètre linéaire toutes prestations confondues par département pour les lots n° 1 à 12 est le suivant :

DÉPARTEMENTS	VOLUME ESTIMATIF en mètre linéaire
SEINE MARITIME	12 000 ml
EURE	12 260 ml
CALVADOS	16 700 ml
MANCHE	12 400 ml
ORNE	13 000 ml

À titre indicatif et non contractuel, le volume estimatif annuel de boîtes de conservation préventive pour le lot n° 13 pour la région Normandie est le suivant :

RÉGION	VOLUME ESTIMATIF
NORMANDIE	6 000 boîtes

À titre indicatif et non contractuel, le nombre d'actions de sensibilisation aux procédures d'archivage (chiffage comptabilisé année 2018) pour les lots 1 et 2 est le suivant :

LOTS	NOMBRE D'AGENTS (à sensibiliser aux procédures d'archivage)
1	57
2	25

Le marché est composé de 13 (treize) lots techniques et/ou géographiques déterminés de la manière suivante :

N° Lots	Intitulés lots séparés
1	Prestations de traitement intellectuel et matériel d'archives publiques pour les départements 76 (SEINE MARITIME) et 27 (EURE)
2	Prestations de traitement intellectuel et matériel d'archives publiques pour les départements 14 (CALVADOS) – 50 (MANCHE) et 61 (ORNE)
3	Transport d'archives (versement aux Archives départementales ou traitement sur un site extérieur) pour le département 76 (SEINE MARITIME)
4	Transport d'archives (versement aux Archives départementales ou traitement sur un site extérieur) pour le département 27 (EURE)
5	Transport d'archives (versement aux Archives départementales ou traitement sur un site extérieur) pour le département 14 (CALVADOS)
6	Transport d'archives (versement aux Archives départementales ou traitement sur un site extérieur) pour le département 50 (MANCHE)
7	Transport d'archives (versement aux Archives départementales ou traitement sur un site extérieur) pour le département 61 (ORNE)
8	Enlèvement et élimination d'archives publiques pour le département 76 (SEINE MARITIME)
9	Enlèvement et élimination d'archives publiques pour le département 27 (EURE)
10	Enlèvement et élimination d'archives publiques pour le département 14 (CALVADOS)
11	Enlèvement et élimination d'archives publiques pour le département 50 (MANCHE)
12	Enlèvement et élimination d'archives publiques pour le département 61 (ORNE)
13	Fourniture de matériel de conservation préventive pour la région Normandie

ARTICLE 3 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un marché de prestations d'archivage au profit des services de l'État et des établissements publics en région Normandie.

Ces prestations sont décrites dans le cahier des clauses technique particulière (CCTP), le lieu d'exécution des prestations est la région Normandie (cinq départements).

La consultation **ne concerne pas** les activités suivantes :

- Constat d'état sanitaire et Décontamination des archives.
- Diagnostic amiante.
- Numérisation de documents dans le cadre de la dématérialisation d'une procédure.
- Détection et traitement des nuisibles ;
- Externalisation de la conservation de dossiers papiers et/ou numériques auprès d'un prestataire (« tiers archivages »).

CPV principal : 79995100-6 – Services d'archivage

ARTICLE 4 : PIÈCES CONTRACTUELLES DE LA CONSULTATION

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. – F.C.S., les pièces constitutives du présent marché, classées par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes dont les exemplaires conservés dans les archives de l'administration font seuls foi ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes dont les exemplaires conservés dans les archives de l'administration font seuls foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration font seuls foi ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.- F.C.S.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 dans sa version en vigueur au jour de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Le C.C.A.G.-F.C.S. étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché, mais il peut être consulté sur le site Internet suivant : [Légifrance - CCAG](#) ou acquis auprès notamment de la direction des journaux officiels sise 26, rue Desaix 75727 Paris cedex 15 (www.journal-officiel.gouv.fr).

- l'offre présentée du candidat retenu (dont le cadre de réponse produit par le candidat retenu) et éventuellement, la mise au point avant notification.

Le candidat déclare avoir pris connaissance et accepte sans réserve le présent C.C.A.P. Toute clause portée par les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

ARTICLE 5 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification.

Il pourra être reconduit deux (2) fois pour des périodes maximales de douze (12) mois chacune, sans pouvoir excéder une période maximale de quarante-huit (48) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

En cas de décision de non reconduction, le pouvoir adjudicateur ne donne lieu à aucun dédommagement du titulaire. Le cas échéant, la décision de non reconduction fait l'objet d'une notification au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. La décision est notifiée au titulaire avec un préavis de trois (3) mois.

Le pouvoir adjudicateur peut conclure un nouvel accord-cadre avant la fin du présent accord-cadre afin de garantir la continuité d'exécution des prestations.

ARTICLE 6 : MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Chaque lot pourra faire l'objet d'un marché de prestations similaires en application de l'article 30-7 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, afin de couvrir les prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC – CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions de l'article 139 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics qui encadre « les modifications d'un marché public », l'accord-cadre peut être modifié dans les cas suivants :

7.1 : Modification de la convention constitutive d'un groupement de commandes

- De nouveaux adhérents publics de l'État en région Normandie pourront intégrer le groupement de commandes en cours d'exécution du marché, cela fera l'objet d'un avenant à la convention initiale et au marché.

7.2 : Prise en compte d'offres spécifiques proposées par le titulaire

- Le titulaire pourra proposer des offres tarifaires spécifiques ponctuelles dans le cadre de la prestation. Pour être appliquées elles devront au préalable être acceptées par la plateforme des achats et faire l'objet d'un ordre de service.

7.3 : Mise en œuvre des modifications

<u>ARTICLES</u>	<u>ACTES</u>	<u>MISE EN ŒUVRE</u>
7-1	AVENANT	Niveau convention – Mise en œuvre PFRA (annexe 4)
7-2	ORDRE DE SERVICE	Niveau marché accord-cadre – Mise en œuvre PFRA

ARTICLE 8 : CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

8-1 : Co-traitance

Conformément aux dispositions de l'article 45 du décret n°2016-360 du 25/03/2016, si les opérateurs économiques souhaitent se présenter groupés, ils pourront choisir la forme du groupement solidaire ou conjoint avec désignation d'un mandataire solidaire.

La composition du groupement ne pourra être modifiée entre la remise des plis et la date de signature du marché.

8-2 : Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire doit compléter le formulaire DC4 « déclaration du candidat ».

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix.

Ce document est téléchargeable sur le site de la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'économie grâce au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir :

* soit au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire DC4 complété par le candidat ainsi que l'ensemble des pièces requises.

* soit en cours d'exécution du marché. Dans ce cas, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur des marchés subséquents, l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4.

Dans ce cas, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations d'un marché

subséquent à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

8-3 : Régime des paiements des sous-traitants directs

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 9 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le volume d'archives à traiter pour chaque service bénéficiaire sera précisé et co-validé par le service bénéficiaire et les Archives départementales au moment de l'établissement du bon de commande. L'article 2 du CCAP donne une estimation non-contractuelle toutes prestations confondues des volumes à traiter.

Nonobstant l'intervention des Archives Départementales telle qu'elle est prévue au CCTP, chaque prestation est déclenchée par l'émission d'un bon de commande spécifique du service bénéficiaire auprès du titulaire

9.1 : Cadrage et devis

Toute prestation réalisée en application du CCTP fait l'objet d'un devis détaillé réalisé par le titulaire sur la base du bordereau des prix unitaires.

Le devis est réalisé après une réunion de cadrage avec visite sur site organisé à l'initiative du service bénéficiaire ou du titulaire.

Cette réunion de cadrage constitue une phase d'audit initial et nécessite la présence du représentant du titulaire du marché, du service bénéficiaire, ainsi que la présence et/ou la validation sur pièces des Archives départementales compétentes.

L'ordre du jour de cette réunion de cadrage permettra, notamment, de :

- Fixer le périmètre exact de chaque prestation (services et sites concernés, nature des archives, volume à traiter, priorités...etc.) ;
- Évaluer le temps nécessaire à chaque prestation ;
- Convenir du mode opératoire, ainsi que des modalités de contrôle et de suivi ;
- Préciser les pré-requis de la prestation sur le plan intellectuel (fourniture du récolement, de la réglementation...) et sur le plan matériel (dépoussiérage, équipement du local...etc.) ;
- Déterminer, si besoin, les prestations préalables ou complémentaires ;
- Arrêter le nombre et la forme des livrables rendus en fin de prestation.
- Préciser, si besoin, les modalités d'intervention des Archives départementales ;

Le devis comporte obligatoirement les éléments suivants :

- Synthèse des besoins ;
- Calendrier estimatif de réalisation de la prestation ;
- Durée estimative de la prestation ;
- Pré-requis de la prestation ;
- Montant de la prestation ;
- Composition et organisation de l'équipe (niveau de qualification ect...) ;
- Moyens matériels mobilisés ;
- Livrables.

Le devis est adressé par le titulaire conjointement aux représentants du service bénéficiaires et des Archives départementales. Le cas échéant, il peut faire l'objet de demande de précision ou de modification. Il est validé par le service bénéficiaire après avis des Archives départementales et retourné au titulaire avec la signature du service bénéficiaire.

Si les prestations à réaliser nécessitent des interventions non prévues dans les bordereaux de prix unitaires, le titulaire l'intègre dans son devis (exemple : absence de référence au BPU) et se réfère à l'article 9.2 du CCAP.

9.2 : Acceptation du devis et des prix nouveaux

L'acceptation du devis se fait par la **notification de celui-ci** qui intègre les références du marché et du devis. Cette notification vaut ordre de service pour la réalisation des prestations qui font l'objet du devis.

Prix nouveaux

Si des prestations à réaliser nécessitent des interventions dont le prix ne figure pas au BPU, il peut être ajouté un "prix nouveau", si ce dernier est intégré dans le devis et mentionné comme tel (ex : absence de référence au BPU)

Ce prix, accepté en cours d'exécution du marché, ne s'applique que pour le service bénéficiaire concerné. Un autre service bénéficiaire peut refuser un prix nouveau.

En cas de désaccord entre le titulaire et le service bénéficiaire sur un prix nouveau, ce dernier peut faire exécuter les prestations hors marché, après remise en concurrence.

Le titulaire du marché est tenu d'adresser annuellement (2 mois avant la date d'anniversaire du marché), la liste des prix nouveaux acceptés en cours d'année, au secrétariat général pour les affaires régionales de Normandie et adressée à la PFRA, dont les coordonnées figurent à l'article 2 du présent CCAP qui juge du degré de récurrence et de la nécessité de l'ajout.

Seuls les prix nouveaux acceptés par la préfète de région Normandie ou son représentant deviennent définitifs et sont ajoutés au bordereau des prix unitaires du lot correspondant par voie d'ordre de service. Les prix nouveaux devenus définitifs sont diffusés à l'ensemble des services bénéficiaires.

9.3 : Modalités de commande

Le bon de commande indiquera les informations suivantes :

- la date de l'émission du bon de commande ;

- la désignation des parties contractantes : les coordonnées du titulaire du marché et les coordonnées du service de l'État concerné par le marché et de la personne habilitée à passer commande ;
- le numéro du service facturier ;
- la définition de l'objet du marché + n° de lot ;
- la référence du marché (n° d'engagement juridique Chorus propre au marché) ;
- la date de la commande (n° d'engagement juridique Chorus propre au bon de commande) ;
- l'adresse de facturation ;
- l'adresse du site concerné et la désignation détaillée de la prestation à réaliser ;
- la référence du devis ;
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement de la commande ;
- le montant total de la commande hors taxes en euros établi sur la base des annexes financières à l'acte d'engagement, le taux et le montant de la T.V.A., le montant de la commande T.T.C. en euros ;
- le cas échéant, les conditions de règlement.

Les modalités de réalisation des prestations sont détaillées au CCTP.

9.4 : Délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13-1 du CCAG-FCS, le délai d'exécution des prestations court à compter de la date fixée dans le bon de commande.

9.5 : Remise des livrables

Les documents figurant dans le CCTP doivent être livrés dans le respect des délais indiqués.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ ET DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la confidentialité totale des informations et documents dont il pourra avoir à connaître dans l'exécution du présent marché conformément à l'article 5 du CCAG-FCS.

Il s'engage à faire respecter ces dispositions par l'ensemble de ses préposés et commettants.

Le titulaire accepte et reconnaît que les informations qui lui ont été communiquées pour la réalisation de prestations faisant l'objet du présent marché sont réservées au pouvoir adjudicateur en tant qu'entière et seule propriété.

Le titulaire reconnaît que les données transmises sont et resteront la propriété du pouvoir adjudicateur et que les fichiers ne peuvent être copiés ou reproduits sans l'autorisation écrite, expresse et préalable dudit pouvoir adjudicateur.

En fin de contrat, le titulaire s'engage à procéder à la destruction de tous les fichiers ou documents restant en sa possession, sous réserve d'avoir au préalable transféré les données au service utilisateur ou au nouveau titulaire.

Le titulaire s'engage à prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations traitées pendant la période d'exécution du marché.

Le titulaire ne pourra en aucun cas communiquer les résultats des prestations objet du présent marché, à titre gratuit ou onéreux, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage, dans l'hypothèse où il s'avérerait indispensable de divulguer à des tiers l'information ou une partie de l'information, à demander au pouvoir adjudicateur une autorisation écrite préalable mentionnant les tiers concernés et l'information à divulguer. Le titulaire reconnaît être informé que la violation de cette obligation, qui n'a pas de limite dans le temps, est pénalement sanctionnée par les articles 226.13 et 14 du code pénal.

Le titulaire ne pourra revendiquer aucun droit de propriété intellectuelle sur les livrables élaborés dans le cadre de la prestation. Les services bénéficiaires se réservent le droit de modifier tout document reçu au cours et au terme de la prestation, et d'utiliser les données fournies par le titulaire pour tout usage ultérieur.

ARTICLE 11 : TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DONNEES

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données» RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 12 : CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et de contrôle des prestations sont régies par les articles 22 à 25 du CCAG/FCS et s'opèrent sur la base de la bonne exécution des prestations et de la remise des livrables par le titulaire.

Des contrôles seront effectués par le responsable du service utilisateur et/ou par les Archives Départementales territorialement compétentes :

– Au cours de la prestation sur place et sur pièces, par sondage des dossiers et documents traités ;

– En fin de prestation à partir des livrables (bordereaux, tableaux, procédures, comptes-rendus...) réalisés par le titulaire.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

Le titulaire est assuré par un contrat souscrit pour les risques liés aux prestations exécutées, et ce pour l'ensemble des documents, dont il demeure responsable pendant la durée d'exécution des prestations.

Le contrat de souscription doit expressément exclure les documents d'archives publiques du champ d'application de la clause de délaissement.

Le titulaire déclare également être assuré pour les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle pouvant lui incombent, en raison de dommages matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés aux tiers par suite de perte, détérioration, vol, divulgation ou dommages de toute nature survenus aux documents traités ou transportés.

Si un document d'archives ou un conditionnement (y compris les reliures) est détérioré au cours de la prestation du fait du titulaire, son assurance prendra en charge tous les frais nécessaires à sa restauration (pour les documents) ou à son remplacement (pour le conditionnement). En cas de recours à une prestation de restauration, le restaurateur sera choisi après avis des Archives départementales.

ARTICLE 14 : MESURES LIÉES A L'EXÉCUTION DE CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES POUR LES LOTS 1 à 12 (uniquement)

14-1 : Réalisation d'une action de formation en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire pour tous les lots géographiques

Afin de promouvoir la diversité et de combattre l'exclusion, la Plate-Forme Régionale des Achats de Normandie souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'Achats responsables.

En application de l'article 38 de l'ordonnance n° 2015-899 relative aux marchés publics, les candidats doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de 16 et 25 ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale.

Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010. Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale et son coordinateur basé à Rouen, rue de Fontenelle. Ce dernier proposera, si besoin, à chaque titulaire des interlocuteurs sur son secteur géographique. Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures par an et par lot, à réaliser pendant chaque période du marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite. Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire.

Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal). (cf annexe n°2A : Clause sociale de

formation sous statut scolaire : mode d'emploi).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du (nom de l'acheteur), ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le marché.

14.2 : Exécution de l'action sociale de formation en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire pendant la durée du marché et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par la Plate-forme Régionale des Achats Normandie et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le titulaire devra présenter la fiche entreprise de proposition d'action (cf annexe N°2B : Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire). En cas de besoin d'informations supplémentaires sur cette fiche, la MLDS se tient à votre disposition pour la compléter. La présence du responsable des ressources humaines ou de son représentant, interlocuteur privilégié de la MLDS dans le cadre de l'exécution de la clause sociale, est souhaitable.

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de la Plate-forme Régionale des Achats Normandie, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. Le cas échéant, la clause sociale ne pourra pas être mise en œuvre et les pénalités mentionnées à l'article 16.6 du présent C.C.A.P. ne pourront être appliquées si la non-réalisation de l'action sociale d'insertion n'incombe pas au titulaire.

Par ailleurs, la « fiche entreprise » (cf annexe N°2B du présent C.C.A.P) peut être modifiée en fonction du ou des profils de jeunes proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à la Plate-forme Régionale des Achats Normandie par le titulaire.

Le titulaire transmet également à la Plate-forme Régionale des Achats Normandie la convention de stage tripartite signée.

À l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de re-scolarisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

14.3 Contrôle et évaluation de l'action sociale de formation

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande de la Plate-forme Régionale des Achats Normandie ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à la Plate-forme Régionale des Achats Normandie :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande par la Plate-forme Régionale des Achats Normandie.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer la Plate-forme Régionale des Achats Normandie et la MLDS. Dans ce cas, la Plate-forme Régionale des Achats Normandie et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

14-4 : Clause environnementale

Le pouvoir adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article 38 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics.

Le titulaire devra, pour chaque lot, utiliser des méthodes permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement notamment la gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Il devra également réaliser des prestations correspondant à des objectifs de développement durable et de diminution des rejets de CO₂, notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales.

ARTICLE 15 : MESURES DE SECURITE

15-1 : Règles d'accès, de sécurité et restrictions de circulation

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique. Si nécessaire, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants, pour qu'ils soient habilités à intervenir sur site.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.) se réserve le droit de vérifier les compétences et les qualifications du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du présent accord-cadre. Leur prise de fonctions pourra être conditionnée par l'obtention d'un badge d'accès. Pour ce faire, il pourra être demandé aux personnels du titulaire (et sous-traitants) copies de leurs titres d'identité.

Les équipes de titulaires devront porter un badge d'entreprise ou un logo distinctif lors de leurs interventions dans les locaux des services bénéficiaires. Elles devront utiliser les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés au type de prestation réalisée.

Concernant les conditions d'accès aux services de police, de gendarmerie et aux établissements pénitentiaires mais également pour tout site dont les accès sont restreints ou dont certaines zones sont réglementées soit par la loi soit par le règlement particulier du site, le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du C.C.A.G./F.C.S., et respectivement à l'annexe 1 du présent C.C.A.P.

Les sous-traitants du titulaire sont soumis aux mêmes prescriptions.

Le titulaire sera réputé connaître toutes les conditions d'interventions propres à ces établissements à la signature de l'accord-cadre et il sera réputé avoir pris connaissance, à la signature de l'acte d'engagement, des conditions d'accès aux locaux de la police nationale et de gendarmerie nationale. Il renoncera donc à faire état ultérieurement des difficultés provenant des contraintes en milieu carcéral et de sécurité publique pour modifier la nature et le montant de ses prestations.

15-2 : Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux est fournie par le titulaire. Cette liste comporte pour chaque personnel : les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les ouvriers étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D.1221-24 du code du travail, le pouvoir adjudicateur peut exiger à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel de l'entreprise pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Le titulaire certifie que tous les personnels qu'il emploie sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire tient à jour cette liste nominative.

15-3 : Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises seront munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Les laissez-passer seront restitués dès la fin des opérations d'archivages.

À la passation de chaque bon de commande, le titulaire fournira aux services bénéficiaires, la liste des véhicules privés appelés à stationner dans l'enceinte du site où doivent être réalisés les prestations.

15-4 : Moyens et documentations mis à la disposition du titulaire

Lorsque cela est possible, dans chaque établissement, un local pourra être mis à la disposition du titulaire. En l'absence de local, le responsable du site indiquera les voies d'accès aux sanitaires et/ou aux vestiaires.

Lors de ses interventions, le titulaire peut, s'il le souhaite, et dans la mesure du possible, être accompagné par le responsable de site ou son représentant, afin de lui fournir toutes explications, documentation et renseignements dont il aurait besoin.

15-5 : Moyens humains et techniques du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire pourra faire valoir les stages et autres formations auxquels ont participé ses techniciens et ouvriers.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de la dite entreprise (et de ses co-traitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire met en place à ses frais, l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre, et notamment :

– de tout l'outillage nécessaire à l'exécution de la prestation. On entend par outillage :

- * les équipements de manutention et de levage ;
- * les échelles, échafaudages, nacelles, plates-formes élévatrices, platelages et tout équipement d'accès en hauteur ;
- * les protections ;
- * les véhicules ;
- * les tenues de travail et équipements de sécurité du personnel de l'entreprise ;
- * les équipements de radio, de téléphonie et d'informatique de ses personnels ;
- * les outils nécessaires à la programmation des installations, aux régulateurs et systèmes de programmation des équipements.
- * le matériel spécifique au dépoussiérage des archives (aspirateurs, chiffons, etc.)

La liste des matériels et outillages éventuellement entreposés dans les bâtiments sera soumise à l'accord du responsable de site. Le titulaire en demeure responsable.

Conformément à l'article 19.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire reste le propriétaire des emballages. À cet effet, le titulaire assure l'évacuation du site et l'élimination des éventuels déchets produits en cours d'exécution du marché.

15-6 : PLAN DE PREVENTION

Le titulaire fournit, à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire et de ses sous-traitants, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de la dite entreprise, des co-traitants et des sous-traitants éventuels devant intervenir sur le site.

ARTICLE 16 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

16-1 : Obligation de conseil - Assistance

Dans le cadre de sa mission, le titulaire a une obligation de diligence et de conseil.

Le titulaire s'engage à informer le R.P.A. et le service bénéficiaire de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à préconiser des évolutions et/ou solutions adaptées aux besoins du service bénéficiaire.

En complément de l'article 3.4.2 du C.C.A.G./F.C.S., le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'administration les modifications survenant en cours de marché et se rapportant à :

- une prise de participation du titulaire au capital d'une entreprise tierce, lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des actions comprises dans l'objet du présent contrat ;
- une perte d'agrément, de certification ou d'autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet du marché.

Dans le cadre de son devoir de conseil, l'ensemble de ces opérations ne donne pas droit à facturation complémentaire.

16-2 : Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

16-3 : Responsabilités du titulaire

Le titulaire s'engage à une **obligation de résultat** pour exécuter toutes les prestations du marché.

Le titulaire sera particulièrement vigilant à mettre en place le juste besoin nécessaire permettant la réalisation de la prestation au regard de son obligation de résultat, de l'esprit du marché à favoriser la baisse des coûts et selon la criticité, la complexité de l'intervention.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à associer et informer autant que de besoin le service des Archives départementales territorialement compétent au fur et à mesure de la réalisation de la prestation.

ARTICLE 17 : PÉNALITÉS – Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du bon de commande aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, constituer un élément du décompte général et faire l'objet d'un ordre de reversement.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG/FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Le montant des pénalités est plafonné à 10 % du montant du bon de commande.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné lorsqu'elles sont appliquées au niveau de l'accord-cadre.

Ces pénalités ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- . Cas de force majeure indépendant de la volonté du titulaire et sous réserve que le retard ne soit pas imputable au pouvoir adjudicateur.
- . Accord express et écrit du service émetteur du bon de commande et des archives départementales pour un dépassement de délai.

17.1 : Pénalités pour retard d'intervention

Si les délais d'exécutions fixés dans le bon de commande ne sont pas respectés, le titulaire pourra être sanctionné par une pénalité égale à trente (30,00 €) euros par jour calendaire de retard, par bon de commande.

17.2 : Pénalités pour défaut de qualification des intervenants

Le titulaire s'engage à garantir un niveau de qualifications de ses intervenants tout au long de l'exécution du marché tel qu'il a été exigé à la candidature au présent marché.

Dans le cas où un ou des intervenants (s) ne disposent pas des qualifications exigées initialement, le titulaire du marché est tenu d'assurer le remplacement du ou des intervenants (s) dans un délai de 15 jours à compter de la notification et sans demeure préalable.

À défaut d'avoir assuré le remplacement à l'échéance du délai de quinze (15) jours, le titulaire pourra être sanctionné par une pénalité égale à trente (30,00 €) euros par jour calendaire de retard par bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire dans le cas où le ou les remplaçants du ou des intervenants n'est pas assuré dans un délai d'un (1) mois à compter de l'application de la pénalité.

17-3 : Pénalité pour non remise des documents et livrables

Tout retard dans la remise des livrables, devis, rapports d'anomalies et d'interventions, planning, livraison de fournitures de matériel de conservation préventive et tous les documents visés dans le CCAP ou dans le CCTP, pourra être sanctionné par une pénalité égale à trente (30,00 €) euros par jour calendaire de retard, par type de document.

17-4 : Pénalité pour non-respect des conditions particulières d'exécutions

Pour tout manquement constaté et validé par les Archives départementales et/ou les services bénéficiaires, le titulaire pourra être sanctionné par une pénalité égale à trente (30,00 €) euros par manquement constaté.

17-5 : Pénalité pour non-respect des conditions particulières liées à sécurisation des archives

Pour tout manquement constaté pour non respect des conditions particulières d'exécution liées à la sécurité des archives et validé par les Archives départementales et/ou les services bénéficiaires, le titulaire pourra être sanctionné par une pénalité égale à soixante euros (60,00 €) euros par manquement constaté.

17-6 : Pénalités pour le non-respect de la clause d'insertion

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 9 du C.C.A.P, les pénalités forfaitaires suivantes :

- cent euros (100,00 €) si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;
- vingt euros (20,00 €) par heure prévue par le marché et non réalisée en cas de non-respect injustifié des obligations relatives au volume horaire minimum exigé.

17-7 : Pénalités pour non respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 et L8224-2 à L8224-5 du code du travail

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L.8221-3 à L8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subira une pénalité égale à 10% des prestations effectivement payées au jour du constat effectué par la personne publique. Toutefois le montant de cette pénalité ne peut excéder celui du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5.

En cas d'absence de régularisation, le contrat peut être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 32 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 18 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Selon les dispositions de l'article 36-1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas d'inexécution d'une partie des prestations qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ou en cas de tort du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, à l'exécution des prestations prévues par le marché, par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 36 du C.C.A.G.-F.C.S., l'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues n'excède pas un mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités, éventuellement aux frais et risques du titulaire défaillant, peut être prise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, en cas de force majeure, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

L'administration signale au titulaire défaillant la notification du nouveau marché de substitution pour qu'il puisse user de son droit à suivre les travaux exécutés à ses frais et risques et périls en vue de sauvegarder ses intérêts.

ARTICLE 19 : NATURE ET FORME DES PRIX – VARIATION DES PRIX

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum ni montant maximum. Il s'exécute par émission de bons de commande sans montant minimum ni maximum.

Les prestations sont conclues sur la base de prix unitaires. Le détail du montant de chaque prestation est indiqué dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, nommée « annexe(s) à l'acte d'engagement – ATTRI1 ». les prix sont établis en euros hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

19-1 : Révision du prix pour les lots 1 à 12

Selon les dispositions de l'article 18-5 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et par dérogation à l'article 10.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le marché est conclu à prix révisable.

Le mois d'établissement des prix définis dans les pièces financières du marché, est le mois précédent le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois, appelé « mois zéro », est **février 2019**. Les prix de la première année d'exécution sont fermes. Les prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre.

La révision des prix des bordereaux de prix unitaire est annuelle. Les prix des prestations sont révisés le premier jour du mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, par application de la formule suivante :

$$N = P_o (0,25 + 0,75 ((0,30 (IPP/IPP_o) + 0,70 (ICHTrev-TS_n/ ICHTrev-TS_o)))$$

Dans laquelle :

N = prix révisé

P_o = prix initiale

IPP = indice trimestriel des prix à la production des services aux entreprises – traitement de données, hébergement et activités connexes (identifiant 001664662 CPF 63.11 disponible sur site internet de www.insee.fr).

ICHTR_{rev}-TS = indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques, techniques (disponible sur le site internet www.insee.fr).

La valeur « n » de ces indices est la dernière valeur définitive publiée à la date de la révision de prix.

La valeur « o » est la valeur publiée à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

19-2 : Révision du prix pour le lot 13

Selon les dispositions de l'article 18-5 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et par dérogation à l'article 10.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le marché est conclu à prix révisable.

Le mois d'établissement des prix définis dans les pièces financières du marché, est le mois précédent le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois, appelé « mois zéro », est **février 2019**. Les prix de la première année d'exécution sont fermes.

Les prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre.

La révision des prix des bordereaux de prix unitaire est annuelle. Les prix des prestations sont révisés le premier jour du mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, par application de la formule suivante :

$$N = P_o (0,25 + 0,75 (IPP_n/IPP_o))$$

Dans laquelle :

N = prix révisé

P_o = prix initiale

IPP = indice IPP 2010 – 172100 : papier et du carton ondulé et emballages en papier ou en carton.

La valeur « n » de ces indices est la dernière valeur définitive publiée à la date de la révision de prix.

La valeur « o » est la valeur publiée à la date limite fixée pour le dépôt des offres (disponible sur le site internet www.insee.fr).

19-3 : Règles d'arrondis

Lors de la mise en œuvre des révisions des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Si l'un des indices ci-dessus ne peut plus être appliqué, pour quelque raison que ce soit, il sera remplacé par un autre indice, de même valeur économique, adopté d'un commun accord entre les parties et contractualisé par avenant.

19-4 : Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que le coût de traitement des déchets, de dénaturation des appareils et de recyclage, la partie Écotaxe incluse le cas échéant.

Les prix sont également établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objet du présent marché et les activités de sites ou zones sensibles, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les prestations sont exécutées.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

19-5 : Révision des prix

Selon les dispositions de l'article 18-5 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et par dérogation à l'article 10.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le marché est conclu à prix révisable.

19-6 : Notification des prix révisés

La révision des prix est proposée par le titulaire, faisant apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index, par voie dématérialisée (format libre office calc), au représentant du pouvoir adjudicateur.

Ce calcul devra être envoyé par mail à la P.F.R.A. à l'adresse suivante : pfra@normandie.gouv.fr.

La P.F.R.A. peut soit l'accepter soit, demander la présentation d'une nouvelle proposition, dans le cas où la vérification du calcul révèle un désaccord. Après vérification et accord des deux parties, le représentant du pouvoir adjudicateur confirme cette révision auprès du titulaire.

19-7 : Clause de sauvegarde

Par dérogation aux articles 29 et 32 du C.C.A.G.-F.C.S., le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché, sans indemnité pour le titulaire, si l'application du nouveau tarif conduit à une augmentation des prix supérieure à 5%.

L'augmentation du prix est appréciée par rapport aux conditions initiales d'exécution du marché.

ARTICLE 20 : MODALITÉS DE PAIEMENT

20-1 : Modalités de règlement

Les paiements des prestations afférentes sont à la charge des services bénéficiaire. En effet, chaque service émetteur d'un bon de commande prend en charge les processus de règlements des prestations qu'il a commandées.

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Après admission des prestations, le paiement des prestations à prix unitaire est effectué après réception de la facture émise par le titulaire établi sur la base du prix figurant au bon de commande.

Le règlement est subordonné à la production préalable d'une ou de factures en original et un duplicata.

20-2 : Paiement par carte d'achat

Conformément au décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat, la carte d'achat de niveau 3 ou inférieur peut servir au règlement de prestation résultant de la mise en œuvre du présent marché.

Elle permet d'organiser le transfert de fonds correspondant aux commandes réalisées dans le cadre du présent marché, sur le compte bancaire du titulaire – ou sous-traitant – dans un délai n'excédant pas dix (10) jours. Ce transfert de fonds est réalisé par le nom de l'établissement bancaire émetteur de la carte avec lequel l'entité publique est en relation contractuelle. Elle nécessite un contrôle de gestion spécifique du service adhérent.

La mise en place du paiement par carte d'achat est faite d'un commun accord entre le service adhérent et le titulaire, au niveau du marché subséquent, soit dans l'acte d'engagement (ATTRI), soit par acte modificatif (ordre de service). Le marché subséquent précise les modalités administratives et techniques de sa mise en œuvre.

La carte d'achat est une carte nominative d'approvisionnement et de paiement détenue par un agent d'un service adhérent. Elle ne peut pas être utilisée qu'après référencement des opérateurs économiques, c'est-à-dire :

- individuellement choisis par l'acheteur ;
- entrant dans le dispositif d'achat par carte d'achat du service adhérent ;
- acceptant la carte d'achat. L'opérateur économique doit être doté d'un système technique d'acceptation avec l'émetteur des cartes ou de ses correspondants bancaires. L'acheteur et les services adhérents sont des tiers au contrat.

Un service adhérent peut refuser ou suspendre à tout moment l'exécution du présent marché par carte de paiement.

20-3 : Acceptation de la facturation dématérialisée

Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, la **transmission des factures par voie dématérialisée est OBLIGATOIRE pour les personnes publiques depuis le premier janvier 2017 et depuis janvier 2019 pour l'ensemble des entreprises exceptées les micro-entreprise pour lesquelles cette modalité aura caractère obligatoire au 01/01/2020.**

La transmission des factures sous forme électronique dans le cadre du présent marché s'impose ainsi aux titulaires et sous-traitants admis au paiement direct exceptés pour les microentreprises, pour lesquelles il s'agit d'une possibilité offerte et recommandée.

Le Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et de l'Arrêté du 9 décembre 2016 relatifs « au développement de la facturation électronique » encadrent et organisent la procédure de dématérialisation. Ces textes sont consultables gratuitement sur legifrance.gouv.fr ou grâce aux liens suivants :

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?
cidTexte=JORFTEXT000033338439&categorieLien=cid](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033338439&categorieLien=cid)
[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?
cidTexte=JORFTEXT000033607003&dateTexte=20170712](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033607003&dateTexte=20170712)

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue **GRATUITEMENT** au moyen d'une solution mutualisée dénommée « **Chorus Pro** ».

Ce portail vous permet de :

- Réduire les coûts et les délais de traitement et dégager des gains de productivité
- Sécuriser les échanges et suivre le traitement des demandes de paiement ;
- Œuvrer pour le développement durable (réduction de l'utilisation de papier, des moyens de transport, etc.).

La procédure de dématérialisation, les conditions techniques et pratiques tels que configuration de votre matériel informatique, création et paramétrage de compte, utilisation du portail...etc, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> en ses rubriques « aide en ligne » <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et « conditions générales d'utilisation » <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/cgu?execution=e3s1> .

Toute modification éventuelle du mode de transmission des factures en cours d'exécution, doit faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Transmission au format papier

Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'imposera aux micro-entreprises à compter du 1er janvier 2020.

Jusqu'à cette date, la possibilité est laissée aux titulaires et à ses sous-traitants relevant du régime des micro-entreprises d'adresser leurs factures par courrier.

Une synthèse annuelle de l'ensemble de la facturation est adressée au représentant du pouvoir adjudicateur (S.G.A.R. – Plate-Forme Régionale des Achats de Normandie), lors du rapport annuel établi par le titulaire.

20-4 : Délai global de paiement

L'administration se libère des sommes dues au titre du contrat par mandats administratifs et virements des comptes assignataires.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et selon les dispositions du décret n°2013-269 du 29/03/2013 modifié relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics.

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les marchés de la commande publique.

Conformément à l'article 2 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les marchés de commande publique, le délai global de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants ne peut excéder trente (30) jours à compter de la plus tardive de ces dates :

- la date de réception de la demande de paiement, constatée par la personne habilitée ou le service désigné par le service bénéficiaire ;
- la date d'exécution effective des prestations (service fait) lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par la personne habilitée du service bénéficiaire ou par l'administration. En cas de litige, il appartient au titulaire (créancier) d'apporter la preuve de cette date. À défaut, la date de demande de paiement peut éventuellement être augmentée de deux jours si les parties sont d'accord.

Ce délai peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur en cas de demande de paiement erronée, incomplète ou incohérente dans les conditions définies à l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 précité.

La notification au titulaire de la suspension et ses motifs peuvent être effectuée par courriel.

À compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est soit de 30 jours, soit égal au solde restant à courir à la date de suspension si celui-ci est supérieur à 30 jours. À défaut de paiement dans le délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

20-5 : Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de non-respect du délai de règlement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (B.C.E.) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et

sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Par ailleurs, conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2003 et aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée, une indemnité forfaitaire est prévue pour frais de recouvrement du retard de paiement, de plein droit et sans autre formalité, dont le montant est fixé par décret à quarante euros (40,00 €).

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à l'Administration, aucun intérêt moratoire n'est dû au titulaire.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

20-6 : Taux de la TVA

Sont applicables les taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

20-7 : Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

ARTICLE 21 : GARANTIES

Les dispositions de l'article 28 du C.C.A.G.-F.C.S. sont seules applicables.

ARTICLE 22 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES AVANCES ET ACOMPTES

Une avance peut être accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte d'engagement.

Des acomptes peuvent être accordés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 114 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 23 : PIÈCES ET ATTESTATIONS À PRODUIRE PAR LE TITULAIRE

23-1 : Assurances et responsabilité

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir et doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de ses cotisations au moyen d'une copie du marché d'assurance et de ses avenants éventuels.

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-FCS, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a contracté une assurance au titre de « la responsabilité civile exploitation professionnelle et dommages aux valeurs confiées » découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et/ou matériels causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché sera exécuté par le personnel du titulaire affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent marché.

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Les polices et attestations d'assurance spécifiant que le titulaire est assuré pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans les bâtiments concernés seront à produire pendant toute la durée de l'accord-cadre, à l'échéance de l'attestation, ceci sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande par le pouvoir adjudicateur.

L'absence de communication ouvre de droit à l'application des pénalités prévues au marché pour non communication de pièces.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son marché d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire. En cas de groupement, chaque co-traitant doit fournir cette attestation.

23-2 : Travail dissimulé

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à :
Secrétariat général pour les affaires régionales de Normandie (S.G.A.R.)
Plate-forme Régionale des Achats de Normandie (P.F.R.A.)
7, place de la madeleine – CS 16036
76036 Rouen Cedex
Courriel : pfra@normandie.gouv.fr

23-3 : Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement. Si le titulaire recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

ARTICLE 24 : RÈGLEMENT AMIABLE – DIFFÉRENDS ET LITIGES

24-1 : Règlement amiable des litiges en cours d'exécution

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différent qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces marchés.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant par courriel le Médiateur des marchés publics selon les modalités précisées sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges> ; conformément aux dispositions de l'article 142 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatif aux marchés publics compétent pour la Normandie est le comité de Nantes. Il peut être saisi selon les modalités fixées par le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable ou litiges relatif aux marchés publics.

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics pour la Normandie :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE-
22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83 (mardi, mercredi, jeudi de 9h à 12h) – Fax : 02 53 46 79 79
Mme Régine QUESNET – Mél : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

24-2 : Différends et litiges

Les dispositions de l'article 37 du C.C.A.G.-F.C.S. sont seules applicables.

ARTICLE 25 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

25-1 :Résiliation de l'accord-cadre

En plus des cas de résiliation prévus à l'article 29 du C.C.A.G.-F.C.S., le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre à l'égard d'un titulaire :

- 1° Pour inexactitude des documents et des renseignements, mentionnés aux articles 44 à 53 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ou de refus de produire les documents ou les renseignements prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 44 à 53 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 dans les délais impartis, le marché peut être résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du C.C.A.G.-F.C.S.
- 2° Pour manquement grave du titulaire à son engagement telle qu'une faute du titulaire dans l'exécution des prestations, et quinze jours courants après la notification d'une mise en demeure restée sans effet, le représentant du pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre sans indemnités, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, et après mise en demeure demeurée sans suite dans le délai de 15 jours, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

La résiliation de l'accord-cadre est mise en œuvre conformément aux dispositions du C.C.A.G.-F.C.S. Elle n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution.

25-2 : Résiliation partielle de l'accord-cadre

Conformément à l'article 118 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'administration peut procéder à la résiliation partielle du marché à bons de commandes, soit pour motif d'intérêt général donnant droit à indemnisation du titulaire, soit en raison d'une faute commise par le titulaire du marché sans indemnisation du titulaire.

En cas de résiliation partielle pour faute du titulaire, le R.P.A. procédera à la résiliation partielle du marché en raison d'une faute commise par le titulaire, notamment pour :

- défaut d'exécution (absence d'actions palliatives dans les délais impartis) ;
- non application des prix du marché (pourcentage des rabais, taux horaires, coefficients multiplicateurs, prix catalogue fournisseur non appliqués) dans l'élaboration de devis comme dans le cadre de l'exécution normale du marché ;
- non application de la franchise dans les devis ou dans le cadre de l'exécution normale du marché,
- non-respect des délais d'intervention et/ou d'astreinte.

Après mise en demeure préalable assortie d'un délai d'observation et d'exécution, précisant, les manquements reprochés, restée infructueuse, la résiliation partielle interviendra de droit, mettant fin à l'exécution du bon de commande concerné (bons de commande concernant indifféremment des prestations annuelles principales, des prestations correctives complémentaires ou subsidiaires).

Compte-tenu :

- de l'objet du présent marché ;
- du caractère opérationnel du maintien en condition opérationnel des équipements à maintenir en

parfait état de fonctionnement ;

– de l'obligation d'assurer la mise en sécurité des biens et des personnes sous sa responsabilité pénale, après notification au titulaire de la résiliation partielle prononcée, l'administration se réserve le droit de faire exécuter les prestations et actions à objet identique, par une partie tiers au marché sans que le titulaire puisse invoquer le principe d'exclusivité inhérent au marché, notamment par l'application de l'article 15 « Exécution aux frais et risques du titulaire » du présent C.C.A.P.

Si la lettre ou le bon de commande produit par l'administration soulève des difficultés d'exécution pour le mainteneur dans son exécution, il lui appartient de se rapprocher du service émetteur pour en demander les explications au préalable avant exécution et toute production de devis au service émetteur.

25-3 : Juridiction compétente en cas de contentieux

Le présent marché est soumis au droit français, seul applicable, et les tribunaux administratifs français sont seuls compétents conformément aux dispositions de l'article R221-3 du Code de justice administrative. En cas de contentieux né de l'attribution ou relatif à l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de ROUEN est territorialement compétent et est le seul saisi du litige juridictionnel.

Tribunal administratif de Rouen 53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen	Téléphone : 02 32 08 12 70 Télécopie : 02 32 08 12 71 Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr
--	---

ARTICLE 26 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles suivants dérogent au C.C.A.G./F.C.S. :

Articles du C.C.A.P.	Objet de l'article du C.C.A.P.	Dérogation aux articles du C.C.A.G.-F.C.S.
Article 4	Pièces contractuelles	Article 4.1
Article 9.3	Délai d'exécution	Article 13.1
Article 11	Traitement de données à caractère personnel	Article 5.2.3
Article 16	Pénalités	Article 14.1
Article 17	Exécution aux frais et risques du titulaire	Article 36
Article 18	Contenu des prix	Article 10.1
Article 18-7	Clause de sauvegarde	Articles 29 et 32